



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



FOCUS

UNESCO World Forum
on Culture &
Cultural Industries

THIRD UNESCO WORLD FORUM ON CULTURE AND CULTURAL INDUSTRIES

***CULTURE, CREATIVITY AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT.
INNOVATION, RESEARCH, OPPORTUNITIES.***

Florence, 2-4 October 2014

PRESENTATIONS AND SPEECHES of the PLENARY CULTURE AND THE POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA

Saturday 4 October 2014

Moderator: **Mario Giro**, Undersecretary of State, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of Italy

Introductory Remarks: **Irina Bokova**, Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Gina Casar, Under-Secretary General of the United Nations and Associate Administrator of the United Nations Development Programme

Speakers: **Mohamed Amine Sbihi**, Minister for Culture of the Kingdom of Morocco
Ivan Tasovac, Minister of Culture and Information of the Republic of Serbia
Sredoje Novic, Minister of Civil Affairs of Bosnia and Herzegovina
Aminata Haidara Sy, Permanent Secretary, Ministry of Culture of the Republic of Mali
Gustavo Meza-Cuadra, Permanent Representative of Peru to the United Nations, Chair of the Group of Friends on Culture and Development
Luis Mora, Representative of the United Nations Population Fund (UNFPA), Chief of the Gender, Human Rights and Culture Branch at the Technical Division of UNFPA



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Irina Bokova,

à l'occasion de la Session plénière sur l'après-2015 du troisième Forum
mondial UNESCO de la Culture et des Industries créatives

Florence, le 4 octobre 2014

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Madame la Sous-secrétaire générale, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement.

Monsieur le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la population,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer mon émotion après la disparition de M. Paul Brickhill, du Zimbabwe, qui nous a quitté hier.

C'est une perte immense pour le développement culturel en Afrique et dans le monde, M. Paul Brickhill était le père de l'édition indépendante moderne en Afrique, il avait stimulé la scène littéraire et musicale africaine et il avait fait du *Café littéraire* d'Harare, soutenu par l'UNESCO, une référence internationale et un tremplin des plus grands artistes africains.

Avec lui l'Afrique perd un grand défenseur de la culture, de la liberté, et l'UNESCO perd un fidèle compagnon de route.

Nous devons puiser dans cet héritage pour porter haut les valeurs du développement *de la* culture et *par la* culture dans le programme des Nations Unies pour le développement durable après 2015.

L'élaboration de ce programme – c'est une nouveauté – prend en compte le résultat de consultations nationales, et c'est important.

Et je voudrais saluer les pays qui se sont mobilisés sur le thème « culture et développement durable », le Maroc, la Serbie, le Mali, la Bosnie Herzégovine et l'Equateur.

Permettez-moi de saluer aussi la présence de l'Ambassadeur Meza-Cuadra, Représentant permanent du Pérou aux Nations Unies à New York, et Président du Groupe des amis de la Culture et du Développement durable.

Cette présence et ce lien avec New York est essentiel, car nous sommes réunis à un moment décisif, au moment où les Nations Unies cherchent à construire un programme de développement durable post-2015.

Pour réussir, je vois au moins deux conditions.

D'abord, il s'agit de ne pas se tromper de débat, et de comprendre que notre but, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le *développement*, ou *la croissance*, mais le *développement durable*, et donc il faut identifier et s'appuyer sur les facteurs de durabilité, et en tout premier lieu, sur la culture.

Ensuite, il est temps *d'ouvrir les yeux* sur le pouvoir de la culture et des industries créatives, car j'entends encore, trop souvent, dans les forums, dans les entretiens, même à haut niveau, les mêmes idées fausses répétées sans réfléchir :

Que la culture n'est pas facile à mesurer...

Qu'il n'y a pas assez de chiffres sur le rôle de la culture...

Que le secteur culturel est un secteur périphérique...

Et je suis très contente que ce forum ait apporté des réponses fortes, souvent définitives, avec des cas concrets, que personne ne peut plus ignorer.

Vous avez entendu, comme moi, la ministre de l'Indonésie parler des industries créatives, comme de la nouvelle locomotive du développement... plus de 7% du PIB national... une croissance à deux chiffres... un marché mondial de 620 milliards de dollars, et d'autres données encore.

Vous avez entendu, comme moi, les intervenants demander à ce que les modèles de développements soit plus inclusifs, plus participatif, plus proches des peuples.

Et cette inclusivité, cette capacité à mobiliser, cette proximité avec les situations locales, elle vient de la culture.

Maintenant, l'enjeu, c'est de montrer *comment exploiter ce potentiel*, avec quelles politiques, avec quels moyens.

Et de ce point de vue aussi, ce forum a été décisif.

Nous avons montré *comment* la culture améliore l'efficacité des programmes de développement, et je pense aux 18 grands programmes du Fonds espagnol pour les Objectifs du millénaire.

Nous avons montré *comment*, en créant des partenariats locaux, en soutenant les petites entreprises, en soutenant les entrepreneurs créatifs, de Santa Fe à Bangalore, la culture permet de réduire la pauvreté, en Inde, au Pakistan, en Haïti, et de construire des villes plus durables.

Les Etats Membres de l'UNESCO ont adopté une résolution forte à la dernière Conférence Générale, « *soulignant le rôle de la culture et des industries créatives pour la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et de revenus* », appelant à intégrer la culture dans l'agenda post 2015.

Cet appel a été relayé par plusieurs résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en 2010, 2011 et 2013.

C'est un changement considérable de regard sur la culture et de l'économie créative... et je pense aux déclarations très fortes du *Forum de Hangzhou* en 2013

sur la Culture: clé du développement durable... à la réunion ministérielle de l'ECOSOC la même année... au rapport mondial sur l'économie créative... aux débats thématiques de l'Assemblée générale des Nations Unies... ou récemment au forum économique de Davos, où la Présidente de Corée du Sud a appelé à un « nouveau paradigme créatif », et ce n'est qu'un exemple... qui rejoint la mobilisation de la société civile, rassemblant 600 ONG et 2000 signataires de 120 pays.

La culture a fait son chemin à tous les niveaux du processus, et elle est prise en compte, en partie, dans les recommandions du Groupe de travail Ouvert.

Ce matin, je veux dire mon optimisme devant ce qui a été accompli, et je veux aussi lancer une alerte, et une mise en garde, car le risque existe que ces résultats ne soient dilués dans le processus final.

Nous devons saisir une opportunité historique : et j'en appelle à votre mobilisation générale pour maintenir la pression et intégrer la culture dans l'agenda post 2015, conformément à la volonté des Etats, et je suis heureuse que l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population, parlent d'une même voix, « unis dans l'action. », « unis pour la culture ».

Ladies and Gentlemen,

The National Consultations on Culture and Sustainable Development were launched by the United Nations Secretary General, Mr. Ban Ki-moon, in reply to a clear demand from Member States, and they are a direct follow-up to the resolution of the United Nations General Assembly in 2013.

These dialogues have enabled States to explore the role of culture in detail – how it contributes to poverty eradication, to social cohesion, to urban sustainability, to gender equality and women's empowerment, to recovery and reconciliation.

On all of these issues, culture is a driver of sustainability.

Bosnia and Herzegovina stands witness to the power of intercultural education to foster social inclusion. Culture is also a source of resilience, and the recent floods in the region have shown that traditional knowledge can accelerate recovery.

Serbia can testify to the power of cultural activities for revenue generation, especially in the field of eco-tourism, as an effective means of reducing poverty, while protecting the environment.

Ecuador can testify to cultural diversity as force to foster innovation, to stimulate social dynamism, to facilitate the transmission of knowledge and skills.

Mali stands witness to the importance of heritage for collective identity and reconciliation -- the cultural rehabilitation underway in Timbuktu is vital for dialogue, stability, and development.

Morocco can testify to the power of the cultural sector to tackle the challenges of rapid economic growth, including deepening inequalities -- showing also cultural activities can promote women's empowerment.

I remember visiting a carpet workshop in Morocco, supported by the MDG-Fund financed by Spain, providing hundreds of jobs to women, empowering them as full citizens and economic actors.

I wish to close with this message about values and human rights because *sustainability is precisely about the promotion of shared values and human rights, including gender equality*, and this resonates with the mandate of UNESCO, for human dignity and gender equality, which is a global priority of UNESCO.

This is the core message of the first UNESCO Report on Gender Equality in Heritage and Creativity that we present today.

We can harness the power of culture to empower women, challenge stereotypes and unlock their development potential.

We can bolster recognition of women's roles in society through their participation in heritage management – this is the case in the World Heritage site of the Kasubi Tombs in Uganda.

We have evidence of gender equality as a force for creativity and innovation -- in Cameroun, we have seen how professional training for women, in design, arts and crafts, has strengthened their creative abilities, opening new economic opportunities for all.

Meaningful cultural content can strengthen the visibility of girls and women through history to enhance their voice – this is the goal of UNESCO's Women in African History E-Learning Tool.

This is the new vision of culture we share.

It is a vision of culture as a force to widen the pathways of development, in ways that are more inclusive, more sustainable, by building on people's aspirations and shared values.

This is the vision of the Florence Declaration, and I appeal to all of you to embrace it and to build it into the future global sustainable development agenda.

Thank you.

Gina Casar, UN Under-Secretary General and UNDP Associate Administrator,

Speech on

“Culture and the Post-2015 Development Agenda”

at the

Third UNESCO World Forum on Culture & Cultural Industries

Salone dei Cinquecento, Palazzo Vecchio, Florence, Italy

Your Excellency's, Distinguished Colleagues, Partners, Ladies and Gentlemen,

I thank the Government of Italy for being our gracious hosts. And I thank UNESCO for making this event possible. I am delighted to be here in this appropriately beautiful setting, with my colleagues from UNFPA and UNESCO to discuss an important and sometimes overlooked aspect of development.

Culture shapes the lives of people everywhere - it is as fundamental to well-being as it is to our way of life. The fact that culture impacts human development is therefore self-evident. We are here to discuss the “how” – how culture and cultural industries can be tapped as a force to deliver the healthier, more prosperous, and sustainable future we all want.

The organization I help to lead, the UN Development Programme (UNDP), UNFPA, and UNESCO have learned a lot – both through our consultations with people and experts, and in our experience on the ground, supporting developing countries. We are here to share our findings on how culture has helped accelerate progress to meet the Millennium Development Goals by the end of next year, and deliver the Post-2015 global development agenda set to take over their place.

It is fitting that we meet in Florence, a vital modern city that nurtured Michelangelo and Botticelli whose ancient artwork impacts modern and contemporary art. Residents of Florence perfected a range of skills, goods and services, which they organized to distribute widely. The evidence can be seen in the major national economic center and a cultural industrial hub that is Florence.

Echoing the role culture has played in Florence's vitality, there has been a very rich discussion and debate here in this Forum on role of culture in addressing some of the most pressing environmental, economic and social challenges of our times. It is a valuable input to UN Member State deliberations on the next global development agenda – set to leave off where the MDGs take off at the end of 2015.

As the prominent First Nations legal philosopher Sakej Henderson said, "To truly listen is to risk being changed forever." Last September, the UN Secretary-General and the UNDP Administrator launched the report 'A Million Voices' that captured the results of the global consultation process on the world that people want. Now, one year later, more than 5 million people have participated in this vibrant discussion. And more and more, the global conversation is turning from the 'what' to the 'how'. People are asking how we can turn ambitious goals and targets into meaningful improvements in their communities, cities, and countries.

UN negotiators refer to this question as defining the ‘means of implementation’. Very often the short-hand refers to important global issues – such as development financing, investment and aid, technology, international trade and migration. One of the key lessons we learned from the Millennium Development Goals, however, is the need to include these issues – while going further to consider the national and local contexts that often determine the success of development outcomes.

The recently released publication ‘Delivering the Post-2015 Agenda’ picks up where the previous Report left off, and looks in more depth at the factors within each country that can support or impede implementation. It presents the interim findings of UN-led dialogues with policy planners, civil society, academics, volunteer groups, communities and private-sector leaders. They focus, specifically on six topics:

- 1) Localising the new agenda
- 2) Strengthening capacities and institutions
- 3) Participatory monitoring and accountability
- 4) Engaging with the private sector
- 5) Partnerships with civil society

And of course, the one that brings us here:

- 6) Culture and development

Thus far, participants have emphasized the role of local governments, the diversity of local stakeholders and the importance how they relate to each other and national decision-making. Participants have stressed the need to invest in capacities and resources of local actors - in ways that are aligned and complementary to national development. People have also made it clear that they expect to continue to be involved in monitoring progress and holding their governments and business leaders to account.

Participation is a reoccurring theme. People, empowered by technology and with a better understanding of their rights - increasingly expect and demand genuine participation in the decisions that impact them. They have evidence on their side. Participation in setting and monitoring new policies and initiatives has proven to be an important way to increase the impact of development initiatives, stimulate broad engagement and spur government responsiveness. Investment in statistics, advances in technology and new forms of ‘big’ data have been highlighted as particularly powerful ways to strengthen the participation of people in monitoring and accountability.

At the same time, people have emphasized the need for new, broader, and stronger partnerships. The private sector in particular was signaled out as a key enabler and implementer of the new development agenda. They stress that ambitions to eradicate poverty and grow economies - while ensuring environmental sustainability – must be necessarily underpinned by a shift to sustainable production practices and responsible investment. Proven government policies are needed to incentivize and guide companies to move swiftly in this direction.

Civil society, in its inherent diversity, will also need to play a fundamental role in delivering and monitoring the new agenda. Governments will need to lay the ground with conducive legislation, cross-sectoral partnerships, and increased opportunities for civic engagement.

The overarching message is that the 'softer' means of implementation require sufficient investment in their own right. If the new post-2015 development agenda is to make a real difference in people's lives - participation, inclusion, strengthened capacities and new partnerships will need to be put in place.

Most of the messages emerging across the six dialogues - have been echoed, one way or another, by those participating in this Forum. The global dialogue on Culture and Development has underscored the importance of investing in and building the cultural sector – as an opportunity to build sustainable and productive economies.

Cultural industries make significant contributions to the world's highly developed economies, generating jobs and incomes from visual and performing arts, and more. This is increasingly true in developing countries too – overall their exports of creative goods to the world reached 43 per cent of total global creative industries trade between 2002 and 2008. More can be done to promote the role of the creative sectors. They have good potential to generate more decent work and green jobs, including for those groups who have so far been excluded and marginalized.

Going beyond the cultural sector, participants stressed the important role cultural values and culturally sensitive approaches have in improving education outcomes, realizing gender equality, promoting sustainability and realizing peaceful, stable societies.

Taken as a whole, the six on-going and most recent round of consultations tell us a good deal about the way the new agenda should be shaped. They tell us that the drivers of sustainable and human development should be spelled out explicitly in the agenda and financed adequately. To do justice to the aspirations and hopes of the many millions of people around the world who have taken the time to guide governments – the future agenda will need to set out ways to broaden participation, include the excluded, strengthen the capacities of civil society and national institutions, and establish bold new partnerships.

Setting the post-2015 framework is not just a technical debate. It is not just a question of how to solve a particular engineering problem or economic or policy challenge. It cannot be a value free endeavor. The way food, health, education, housing, employment and other socioeconomic issues are addressed is never ideologically neutral.

Development does not happen in a cultural vacuum. There is an increasingly explicit recognition of the role of culture and values - beyond the peripheral. Culture can and must be the bedrock and motivation for us all to achieve a sustainable and prosperous future – one that embraces compassion, solidarity, and strives to free humanity, once and for all from the abject suffering and limitations that poverty inflicts.

Let me conclude by saying that we at UNDP look forward to working with you to continue asking people to participate and engage in establishing and delivering a post-2015 agenda that can lead us to the world we all want.



**DELIVERING THE POST-2015
DEVELOPMENT AGENDA**
OPPORTUNITIES AT THE NATIONAL AND LOCAL LEVELS



I. Strengthening capacities and building effective institutions



II. Localizing the agenda



III. Participatory monitoring and accountability



IV. Partnerships with civil society



V. Engaging with the private sector



VI. CULTURE AND DEVELOPMENT



VI. Culture and Development

Sub-themes:

- 1) Culture and poverty reduction**
- 2) Culture and education**
- 3) Culture, gender equality and women's empowerment**
- 4) Culture, sustainable cities and urbanization**
- 5) Culture, environment and climate change**
- 6) Culture, inclusion and reconciliation**

**DISCOURS DE S.EXC. M. MOHAMED AMINE SBIHI, MINISTRE DE LA CULTURE DU ROYAUME DU MAROC,
A L'OCCASION DU TROISIEME FORUM MONDIAL DE L'UNESCO SUR LA CULTURE ET LES INDUSTRIES CULTURELLES**

Florence, le 4 octobre 2014

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous, aujourd'hui, pour vous présenter les propositions et recommandations que les Marocaines et les Marocains ont souhaité exprimer à l'occasion de la consultation nationale que nous avons menée sur « la culture et le développement durable dans l'agenda de développement post-2015 ».

Pour le Maroc, le fait que la culture ait été oubliée dans l'agenda de développement adopté à l'occasion de la Déclaration du Millénaire, et que nous nous connaissons à travers les « Objectifs du Millénaire pour le développement », a toujours constitué un manque qu'il s'agissait de réparer, et ces dernières années, le Royaume n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir les initiatives en ce sens. Je pense en particulier aux débats thématiques organisés par le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, sur le rôle de la culture pour le développement durable, dont j'ai eu l'occasion de prendre part à la dernière édition, au mois de mai dernier, à l'invitation de la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina BOKOVA.

Nous sommes particulièrement attachés à cette idée, que le développement doit se faire dans le respect de l'identité des sociétés et en capitalisant sur la totalité de leurs richesses, y compris les richesses immatérielles, au premier rang desquelles la qualité de vie et la culture – que celle-ci se manifeste à travers la créativité des artistes, la richesse des traditions, l'élévation morale des valeurs ou notre capacité à respecter les différences culturelles, qui peuvent être le produit de la diversité propre à la société elle-même ou qui traduisent notre capacité à s'ouvrir à nos voisins – et dans le cas du Maroc, ceux-ci sont méditerranéens, atlantiques, arabes, africains, sahariens, etc.

C'est, en substance, le message qu'a délivré la semaine dernière Notre Souverain, Sa Majesté MOHAMMED VI, à l'Assemblée Générale des Nations Unies :

le développement durable ne se décrète pas par des décisions ou des recettes toutes prêtes, pas plus qu'il n'existe un seul et unique modèle en la matière. (...) Chaque pays a un parcours qui lui est propre, selon son évolution historique, son patrimoine civilisationnel et ses ressources humaines et naturelles (...) Par conséquent, le premier appel que Je lance du haut de cette tribune est un appel pour le respect des spécificités de chaque pays, dans son itinéraire national, et de la volonté qui est la sienne d'édifier son propre modèle de développement. Cela vaut surtout pour les pays en voie de développement qui pâtissent encore des effets de la colonisation.

Nous attachons donc une importance toute particulière au processus en cours, voulu par le Secrétaire général des Nations Unies, M. BAN Ki-moon, pour la discussion et l'adoption du nouvel agenda de développement pour l'après-2015, et pour lequel, d'ores et déjà, une quinzaine d' « Objectifs de développement durable » sont en cours de discussion.

Nous nous sommes particulièrement réjouis de l'opportunité qui nous a été offerte, dans le cadre des consultations portant sur les moyens de réalisation des ODD, de réfléchir au rôle de la culture pour le développement durable. Rappelons que le Maroc est le seul pays arabe qui soumettra, courant octobre, un rapport sur ce sujet à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Notre consultation nationale, qui s'est tenue au cours du mois de septembre, a consisté en un certain nombre d'activités s'inscrivant dans le cadre d'une approche participative et inclusive ouverte aux plus grand nombre de participants.

Parmi celles-ci, outre le séminaire de lancement et le séminaire de clôture que nous avons tenus dans la capitale, Rabat, je voudrais mentionner l'organisation de six ateliers thématiques, décentralisés dans les régions, à Tanger, à Fès, à Casablanca, à Marrakech, à Agadir et à Guelmim, qui nous ont permis d'aller à la rencontre des acteurs de terrain, et dont l'organisation a été l'occasion d'une coopération interministérielle tout à fait remarquable, et que je voudrais saluer, entre le Ministère de la Culture et, notamment, les Ministères de l'Education, de la Jeunesse et des Sports, du Tourisme, de l'Artisanat, de l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire, du Développement Social, ainsi qu'avec les Agences régionales de développement.

Un questionnaire en ligne était également accessible, en arabe et en français, lequel nous aura permis de mieux connaître l'avis et les attentes d'un échantillon de la population marocaine, sur les différents sous-thèmes de la consultation, ainsi que de partager avec eux leurs expériences et bonnes pratiques.

Avec près de 600 participants, invités parfois à réfléchir à des sujets assez pointus, je pense que nous pouvons considérer cet exercice comme une grande réussite. Et sans doute, le pouvoir de mobilisation de la culture n'y est pas étranger : j'en veux pour preuve le fait que même plusieurs Marocains de l'Etranger ont pris part au processus, grâce à la possibilité qui leur était offerte de répondre au questionnaire en ligne.

Cette diversité des participants – toutes les régions du Royaume sont représentées dans l'échantillon des personnes ayant répondu au questionnaire – est pour moi un gage de la qualité des contributions que nous avons reçues.

Et cette implication de la population marocaine me tient particulièrement à cœur. Car je veux croire que sur les différents sujets auxquels nous étions invités à réfléchir, il ne suffit pas de s'en remettre aux avis des experts. Les acteurs de la vie sociale, la population et les communautés culturelles, dans leur immense sagesse, ont beaucoup à nous apprendre – et cette consultation était une occasion de mieux les écouter, y compris ceux que l'on n'écoute jamais, les « sans-voix » ou les groupes vulnérables.

Six thèmes avaient été retenus pour cette consultation, qui ont tous suscité un vif intérêt auprès des participants.

Sans prétendre à l'exhaustivité, je souhaiterais mettre l'accent sur un certain nombre d'idées fortes qui pourraient donner lieu, dans l'avenir, à des initiatives d'envergure à l'échelle internationale, dans le cadre du nouvel agenda de développement.

J'ai été particulièrement sensible à la préoccupation qui s'est exprimée sur la place insuffisante des arts et de la culture à l'école. Sans doute, davantage de synergies devraient être trouvées entre les politiques éducatives et les politiques culturelles, compte tenu du rôle de la culture pour une éducation de qualité, ouverte sur le monde qui l'entoure, adaptée aux spécificités culturelles des apprenants et valorisant l'apprentissage de la créativité, de l'esprit critique et de la tolérance. Le Maroc, malgré les investissements consentis ces dernières années, doit encore faire face à de nombreux défis, notamment en matière d'alphabétisation. Sans doute la culture et les arts peuvent-ils contribuer à apporter un certain nombre de réponses, pour recréer de l'intérêt chez les apprenants, de la motivation au sein des communautés

éducatives, tout en contribuant à une meilleure connaissance du patrimoine et des pratiques culturelles marocaines qui, sans une adhésion forte de la part de la population, risquent de disparaître.

Ce plaidoyer pour une plus grande place à réserver aux arts et de la culture, nous l'avons également retrouvé dans le cadre des discussions que nous avons eues sur la qualité du cadre de vie, dans ces grandes villes qui se développent un peu partout dans le Royaume, sous l'effet de l'urbanisation et de l'exode rural. Que ce soit en matière d'équipements culturels, d'action culturelle, ou encore de place de la culture dans les politiques d'urbanisme et d'amélioration du cadre de vie urbain, de nombreuses voix se sont faites entendre pour demander davantage de moyens et de soutien pour les initiatives existantes, notamment celles émanant du monde associatif et des jeunes.

J'ai été également particulièrement interpellé par le plaidoyer qui s'est fait jour pour la sauvegarde et la mise en valeur des pratiques culturelles qui contribuent à une bonne gestion des ressources naturelles et à la lutte contre le changement climatique. Ce que cela nous enseigne, c'est que la culture ne peut pas être considérée séparément de son écosystème global, au sein duquel la dichotomie nature/culture ne fait plus vraiment sens. Un certain nombre d'études de cas tout à fait intéressantes nous ont permis de mieux prendre conscience du rôle du patrimoine culturel, matériel et immatériel, pour une gestion plus raisonnée des ressources naturelles, ainsi que le rôle des arts et de la culture pour promouvoir des attitudes plus responsables vis-à-vis de l'environnement - par exemple, en matière architecturale, dans le choix de matériaux de construction adaptés aux conditions du milieu. Je suis convaincu qu'en la matière, les pratiques marocaines, comme l'usage des *seguias* et des *khtarrates* de nos palmeraies, ont beaucoup à apprendre au monde.

S'il est un autre domaine où le Maroc joue un rôle pionnier, qui pourrait inspirer de nombreuses initiatives de par le monde, c'est celui de la création d'activités génératrices de revenus à caractère culturel, qui permettent de lutter contre la pauvreté et aussi, notamment en milieu rural, de permettre aux femmes de gagner en autonomisation pour réaliser une égalité réelle avec les hommes. Sous l'impulsion de Sa Majesté, une Initiative Nationale de Développement Humain a été lancée en 2005 dans ce domaine, qui a produit des résultats tout à fait remarquables.

La consultation nationale nous a permis d'identifier un certain nombre de bonnes pratiques concernant le rôle de la culture comme levier de lutte contre la pauvreté. Le développement des produits de terroir ou du travail artisanal, dans le cadre de coopératives soutenues localement, illustre bien ce pouvoir qu'a la culture d'être la dernière chose qui nous reste lorsque l'on n'a plus rien, et donc d'être une ressource inestimable pour la création d'activités génératrices de revenus. Bien entendu, dans un pays comme le Maroc, où la culture est omniprésente, nous avons été également très sensibles à l'importance économique du secteur culturel, qui se manifeste aussi bien dans les industries culturelles, l'audiovisuel ou le spectacle vivant, qu'à travers les revenus du tourisme, des musées et des sites de patrimoine culturel.

Enfin, une idée forte qui est ressortie de cette consultation nationale, c'est que si le Maroc fait figure de modèle en matière de coexistence pacifique d'une diversité de composantes culturelles et religieuses que la Constitution de juillet 2011 reconnaît nommément – une composante arabo-musulmane, une composante amazighe, une composante saharo-hassanie, « avec leurs affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen » – cela ne devait jamais passer pour un acquis définitif. En effet, en la matière, une vigilance particulière s'impose, qui appelle à toujours davantage d'actions pour favoriser les échanges culturels, la compréhension mutuelle et le vivre ensemble. Sans doute, dans un contexte

mondial difficile, propice au repli identitaire et aux crispations de tous ordres, le Maroc s'en sort mieux que d'autres. Mais il faut poursuivre sur cette voie, que ce soit à travers l'éducation au respect des différences culturelles, la lutte contre les stéréotypes dans les médias ou la mise en valeur, dans les festivals nationaux, de certaines cultures encore trop méconnues mais qui font de plus en plus partie intégrante du quotidien marocain, comme celles d'Afrique subsaharienne.

Comme ce résumé succinct des résultats de notre consultation nationale vous le montre, sur chacun des six thèmes qui avaient été retenus, le Maroc a de nombreux enseignements à partager avec la communauté internationale. Nous avons aussi identifié un certain nombre de recommandations transversales, qui concernent la mise en œuvre, le financement et le suivi des projets.

Je suis heureux de la prise de conscience qui s'opère actuellement quant au rôle que peut jouer la culture pour le développement durable. Oui, la culture peut être le moyen de nombreuses réalisations importantes en matière de politiques publiques. Mais n'oublions pas aussi que parfois, à trop considérer la culture comme une ressource ou comme un outil, on finirait presque par oublier qu'elle doit être également une fin en soi, si l'on veut la préserver.

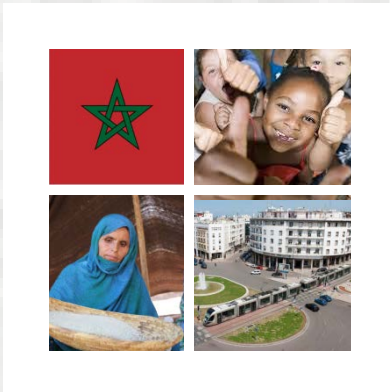
Chaque jour, des pratiques culturelles disparaissent ; chaque jour, de possibles grands artistes renoncent à poursuivre leur idéal, faute de moyens ; chaque jour, notre patrimoine culturel doit subir les outrages du temps. Et il faut bien reconnaître parfois que les moyens nous manquent pour répondre à toutes les situations d'urgence.

C'est pourquoi il faut travailler sans relâche à préserver et valoriser le patrimoine culturel, à soutenir les industries culturelles, à bâtir des infrastructures culturelles de proximité, en associant la société civile et en développant des partenariats avec tous les acteurs institutionnels concernés, publics et privés.

Ce Forum mondial sur la culture et les industries culturelles nous aura permis d'échanger une profusion d'idées sur les moyens de progresser en la matière.



« Culture et développement durable dans l'agenda de développement post-2015 »



Propositions et recommandations

Troisième édition du Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles

- Florence, Italie, 4 octobre 2014 -



PLUSIEURS ACTIVITES POUR UNE DEMARCHE PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE

1

Six ateliers thématiques dans six régions distinctes du pays

Culture, inclusion et réconciliation

Culture et éducation

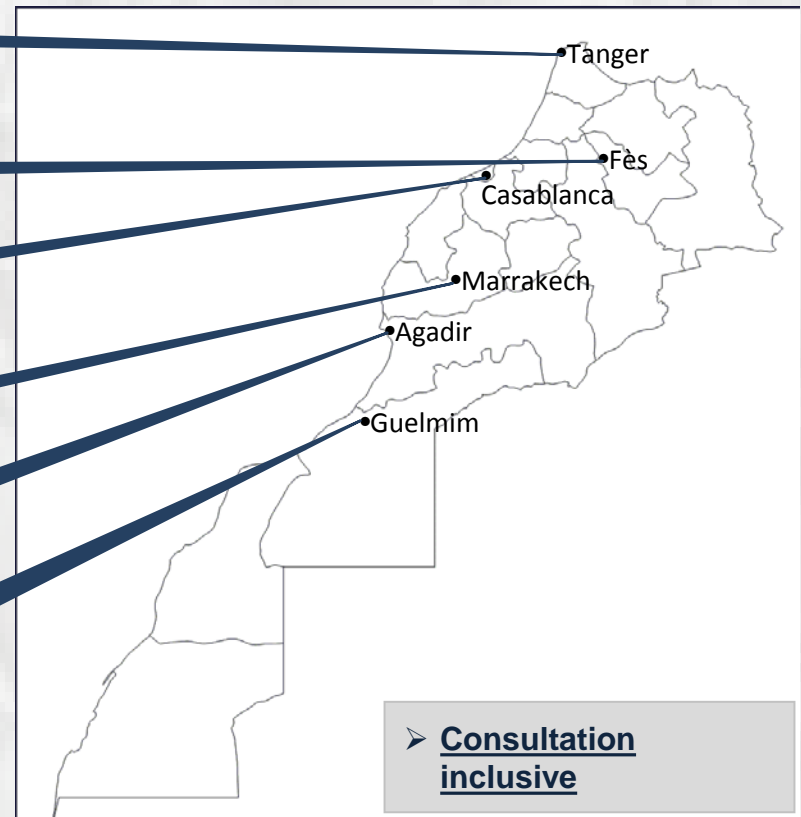
Culture, villes durables et
urbanisation

Culture, environnement et
changements climatiques

Culture et réduction de la pauvreté

Culture, égalité des genres et
autonomisation des femmes

Des ateliers thématiques organisés en régions :





PLUSIEURS ACTIVITES POUR UNE DEMARCHE PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE (suite)

2

Questionnaire en ligne en langues arabe et française

3

Consultations complémentaires



IMPORTANTE MOBILISATION DE PARTICIPANTS D'HORIZONS DIVERS





PLUSIEURS TEMOIGNAGES REFLETENT L'IMPORTANCE DE LA CULTURE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA SOCIETE MAROCAINE

« Avoir une activité génératrice de revenus –à caractère culturel- a permis aux femmes membres de la coopérative d'améliorer leurs conditions de vie et de prendre en charge les frais de scolarisation de leurs enfants. »

Participante membre d'une coopérative d'artisanat rural

« Investir dans la culture, c'est réduire les agressions à l'encontre des femmes, c'est multiplier le nombre de nuitées des visiteurs dans une ville, c'est créer un effet multiplicateur de l'investissement à réaliser, etc. »

Participant membre du comité chargé de la réhabilitation d'une ancienne médina

« La culture permet d'unifier, dans leur diversité, toutes les composantes de la société. »

Participant représentant un département public

« A travers des activités culturelles, l'enfant en situation difficile, qui a le sentiment d'être exclu de la société, assimile la notion d'appartenance à une communauté plus large : il peut ainsi se projeter dans le futur et envisager de devenir un acteur actif dans le développement de la société. »

Participante représentant une association d'aide aux enfants en situation difficile



LES PROPOSITIONS ET LES RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS ONT PORTE SUR PLUSIEURS AXES



1. CULTURE ET EDUCATION

- Culture et qualité de l'éducation
- L'éducation artistique et l'éducation au respect des différences culturelles
- L'éducation dans son écosystème culturel environnant



2. CULTURE, VILLES DURABLES ET URBANISATION

- Culture et lutte contre l'exclusion
- La culture au service des politiques d'urbanisation et de développement de la ville



3. CULTURE, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Culture et protection de l'environnement/lutte contre le changement climatique
- Sensibilisation aux questions environnementales à travers les arts et la culture
- Mise en valeur de la culture et des terroirs au service des stratégies locales de développement durable



LES PROPOSITIONS ET LES RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS ONT PORTE SUR PLUSIEURS AXES



4. CULTURE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

- Appui aux acteurs du secteur de la culture
- Culture et lutte contre la marginalisation
- La dimension culturelle des politiques de réduction de la pauvreté



5. CULTURE, EGALITE DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

- Vaincre les résistances culturelles à l'autonomisation des femmes
- Renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes à travers la culture



6. CULTURE, INCLUSION ET RECONCILIATION

- Identités culturelles, tolérance et connaissance de l'Autre
- Les arts et la culture au service du mieux vivre ensemble
- Culture, bonne gouvernance et réconciliation



RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES

- Mise en œuvre
- Financement
- Suivi des projets

Speech of H.E. Mr Ivan Tasovac, Minister of Culture and Information of the Republic of Serbia

On the occasion of the Third UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries

Florence, 4 October 2014

Respected Director General of UNESCO,

Esteemed fellow Ministers,

Esteemed participants,

Ladies and gentlemen,

It is my great honour to take part today in the forum which will ensure that culture becomes integrated in the post 2015 agenda, primarily as a resource for sustainable development.

Culture improves the development strategies, fights against poverty, inequality, but also promotes human dignity and human rights. Culture has various expressions – from cultural heritage to cultural industry, from sustainable tourism to cultural infrastructure – all these expressions stimulate the sustainable development and represent strategic tools for the creation of new jobs and new opportunities in the market.

Culture can be seen as a thread that runs through our society, and as such is a key factor for creating a society that fosters a culture of tolerance and peace. Identifying heritage and respecting the cultural diversity within the human rights are the key elements in the process of reconciliation and the creation of a stable society.

Today, Serbia and many other countries are faced with a hundred-year-old **cultural infrastructure** that is on its last breath and that needs new investment and new energy. Since the late 1990s we have been faced with the problems of aging buildings and their adaptation to new technologies, and new cultural practices, not taking into account their costly maintenance and very expensive renovation however. I am using this opportunity to underline once again the importance of cultural infrastructure – museums, galleries, cultural centers, theatres – as public places where dialogues and social inclusion take place, as well as places that help reducing violence and that foster social cohesion. Cultural programs are dependent on physical infrastructure, and our duty is to create conditions for their performance.

Cultural heritage is an inseparable part of the environment, and thus is directly linked to the policy of sustainable development, which is based on the idea of ensuring a better quality of life based on the wise use of resources. In line with this, the development of the capacity of cultural institutions should also ensure the social cohesion and inclusion, protection and promotion of heritage and its wise use as a development resource, and therefore the sustainable economic growth itself.

Value system has become the subject of many disputes in modern society, especially at the time when the world is faced with great challenges of the economic crisis. The values influence decisions concerning the protection and preservation of cultural heritage, as well as the ways of representing our past and managing our present. The intertwined game of confronting opinions about aesthetic value, historical value, community value and economic value is a puzzle of modern society, which indicates the need for new models of heritage management in order to achieve these objectives: museums must constantly adapt to the modern needs of a modern man, without undermining the very protection of the heritage itself.

Countries which have recognized the strategic significance of **cultural industry** have already recorded economic results and a major cultural influence in the world. On the other hand, the countries which have neglected the support of their cultural industries for ideological, political or cultural reasons, now are faced with the invasion of foreign cultural products and contents.

Economic models of cultural industries ignore the social value of cultural identity and cultural diversity since they see culture as goods and creative sector as an employment sector, for making profit and income. Cultural policy in the field of cultural heritage and cultural creativity should not be governed mainly by economists, nor should its social value or importance be assessed by economic analysts, either governmental or civilian. The cultural sector should not encourage or promote commercial programs of creative industries, but to limit its task to allowing them unrestricted market competition and with fiscal tools help the investment of private investors in this field.

Serbia is one among five countries (along with Bosnia and Herzegovina, Morocco, Mali and Ecuador) conducting **national consultations on the subject "Culture and Development"** which have entered their second phase. In the first phase, Serbian citizens have recognized culture as a development resource, as well as the need for fostering the responsibility, tolerance and social cohesion. The most important question in the second phase is – not how important culture is for the development, but what measures of cultural policy need to be improved in order to achieve this

objective. With numerous activities in October various groups of citizens will try to give answers to this very important question.

In ten days, in cooperation with the Ministry of Culture and Information of the Republic of Serbia, a Session will be held with the representatives of the county which will, primarily, be devoted to the improvement of measures of cultural policy which could contribute to the development.

I am sure that by our active involvement in this forum we have confirmed once again the important part that culture has in our society, and that its special role will be recognized in the new United Nations post 2015 agenda.

Thank you for your attention!

*Speech of Minister of Civil Affairs, Mr Sredoje Novic, at the 3rd World Forum
on Culture and Cultural Industries, UNESCO
Florence, 2nd – 4th October 2014*

Distinguished General Director of UNESCO,

Distinguished Presidents and Ministers,

Excellences,

Ladies and gentleman,

Allow me to thank UNESCO on behalf of Bosnia and Herzegovina for organization of this significant forum, primarily to the Director-General of UNESCO, Mrs Irina Bokova, but to all who invested great effort and energy in organization of this event.

It was a true pleasure to listen to forum panellists and everyone else who took part in discussion in previous two days, on these important and current topics in today's time, when difficult and delicate topics burden our reality.

Numerous researches conducted in the world until now, as well as numerous presentations we heard today at this forum show and confirm that culture and creative industries represent one of the most rapidly expanding sectors in global economy.

Additionally, this sector presents resource of activities that provide realization of incomes at the local level, in ownership of local people, and rooted in local society structures. Culture sectors make 3-4% of global GDP.

Cultural tourism makes around 40% of world tourism incomes. It is sector which has continuously realized growth during the last decade.

Worldwide culture has increasing role as employment and income resource. Cultural heritage, cultural and creative industries, art and crafts, sustainable cultural tourism, revitalization of urban areas based on culture and infrastructure of cultural sectors undoubtedly can serve as strategic instruments for comprehensive economic development and opening of new working places.

It seems that it's not necessary anymore to prove vast cultural potential, potential of cultural heritage and creative industries. Today, key question is HOW? What is the best way to use this potential and how to include resource of culture and creative industries into strategic and development policies of every country, respectively how to place culture in function of economic development and sustainability.

I believe this is common issue, similar or just the same, for numerous countries and I believe that UNESCO organization is capable to provide support and response to this kind of challenge of today.

UNESCO as leading organization for education, science, culture, information and communication, social sciences and humanities, can largely serve governments in improving dialogues and cooperation among various cultures, religions, traditions and systems of values. It can also serve in experience exchange and creating policies that will take into consideration potential of cultural and creative sector, and use it at its maximum.

I want to underline that in Bosnia and Herzegovina we accepted with pleasure participation in wide set up process of consultations, first intergovernmental policies of this kind within UN. Consultations included six topics: culture and poverty eradication, culture, gender equity and women empowerment; culture, sustainable cities and urbanization; culture, environment and climate changes; culture, inclusion and reconciliation.

We believe that conclusions, suggestions and recommendations derived from the consultation process in our countries, which included large number of experts, cultural workers and decision makers, will be of great benefit for further improvement of this elaboration process, and that some of the recommendations will find its place in final report of General Secretary of UN, related to Development Agenda post 2015.

Previous period showed that culture is of great importance for preserving peace, and I would specifically underline for building **democratic society**. Preserving and nurturing cultural diversity is precondition of existence of basic human values, basic human rights and democratic society. For realizing these goals we need additional efforts and investments in the area of linking, exchange of ideas and stronger support of dialogue at the local, national and international level.

This is opportunity for all of us to remind on our obligations, overtaken by signing UNESCO conventions; especially I would highlight importance of Convention on protecting and promoting cultural diversity from 2005. This Convention besides being a part of international legislation provides efficient promotion framework for various cultures, and emphasizes importance of dialogue among cultures provides framework for including culture into national and international development policies, respectively recognizing culture as development factor.

Aiming to create stable, prosperous and fair society, it is necessary to set richness of cultural variety, respectively all contents of every culture, for common use through education system, media, promoting social inclusion, combat against xenophobia and racism and international cooperation.

Thank you for attention

MINISTERE DE LA CULTURE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

**3^{ème} Forum mondial de l'UNESCO sur la Culture et les Industries culturelles
Florence, du 2 au 4 octobre 2014**

**Discours de Madame Aminata Haidara Sy
Secrétaire générale du Ministère de la culture du Mali
(version finale - réduite)**

Madame la Directrice générale de l'UNESCO,

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères de l'Italie,

Monsieur le Sous-Secrétaire général adjoint et Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le Développement,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs en vos rangs et qualités,

C'est un honneur et un immense plaisir pour le Mali de participer à ce troisième Forum mondial de l'UNESCO sur la Culture et les Industries culturelles dont le Gouvernement que je représente mesure toute la portée et les enjeux, à l'ultime étape de l'agenda post 2015.

Notre pays se réjouit d'apporter sa modeste contribution à cette réflexion d'une telle importance, en ayant l'honneur d'abriter une des cinq consultations nationales mondiales, lancées par le secrétariat post-2015 sur le thème de la culture et du développement durable.

Permettez-moi, à l'entame de mon intervention, de remercier Madame Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, pour son engagement constant en faveur de la sauvegarde de la culture du Mali. Je voudrais également remercier l'ensemble des partenaires du système

des Nations Unies, en particulier le PNUD et le FNUAP, qui nous ont associé à une si grande entreprise dont nous espérons qu'elle apportera au monde une belle moisson pour le prochain cycle des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Je voudrais enfin remercier le gouvernement de l'Italie pour son accueil dans cette ville historique, et surtout pour l'excellente coopération entretenue avec mon pays depuis 12 ans en faveur de la protection du patrimoine culturel malien.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Dans le cadre de cette stimulante réflexion sur les relations entre culture et développement, la contribution du Mali s'articule autour de trois sous-thèmes, à savoir : Culture, Environnement et Changement climatique ; Culture et Réduction de la pauvreté ; enfin Culture, Inclusion et Réconciliation nationale. Je présenterai ici les grandes lignes des résultats acquis dans le cadre du processus de consultation que nous avons entamé en août dernier, fruit des échanges entre les acteurs les plus représentatifs du secteur de la culture et des autres secteurs de développement.

Le Mali considère le sous-thème « Culture, environnement et changement climatique » d'une grande importance. En effet, le lien entre culture, environnement et changement climatique se situe donc au niveau des valeurs communautaires. Nous avons observé que la dégradation de l'environnement a un impact négatif sur les traditions et pratiques culturelles. A cet égard le paysage culturel des Falaises de Bandiagara, bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, est un bon révélateur de l'importance du système culturel pour la préservation de l'environnement. Ces populations ont constamment tiré le meilleur parti de la diversité interne des tessitures écologiques liée aux microclimats de la Falaise. Pour cela, elles se sont appuyées sur leur pratiques culturelles qui leur permettaient de décrypter les événements atmosphériques.

Mesdames et Messieurs,

Si le Mali a aussi retenu le sous-thème « Culture et réduction de la pauvreté », c'est parce que notre pays a, avant la crise politico-militaire de 2012, beaucoup travaillé sur la prise en compte des plus-values générées par le secteur de la culture, à travers les industries culturelles et créatives, dans l'élaboration des comptes nationaux. L'inclusion du secteur de la culture dans le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté comme branche

productive est en réalité le résultat d'un plaidoyer implicite, au cours de ces dernières années, en faveur d'une meilleure considération de l'économie de la culture.

Mais avec la crise politico-militaire, la contribution de la culture à l'économie nationale a drastiquement baissé : les industries culturelles qui apportaient environ 80 milliards de francs CFA de valeur ajoutée à l'économie nationale, n'ont pu apporter que le quart de leur contribution, soit 0,57% du PIB au lieu de 2,3%.

Le secteur de la culture a donc su, par le passé proche, apporter une contribution significative à la réduction de la pauvreté et que ses dispositifs et initiatives peuvent encore jouer un rôle utile dans le redémarrage optimal d'un développement économique et social durable, s'ils sont réactivés et soutenus.

Pour ce qui est du sous-thème « Culture, inclusion et réconciliation » retenu dans le cadre de la consultation nationale, mon pays considère qu'il est important de mettre un accent particulier sur le rôle de la culture dans les efforts de réconciliation entre les communautés, et de reconstruction nationale. Seule la culture est en même de restaurer les liens de complémentarité et de coexistence séculaires mais aussi et surtout de poser les jalons d'un co-devenir à construire dans le cadre d'une société pluraliste plus tolérante, avec une gouvernance améliorée.

Le Mali s'est toujours attaché à faire de la culture un facteur de cohésion sociale et de paix. Pour nous limiter à ces dernières années, mon pays a initié ou accompagné de nombreuses initiatives tournées vers l'apaisement des passions, préalable au retour à la paix et à la concorde. Aussi, nous considérons nos valeurs sociétales inspirées par la tradition comme suffisamment ouvertes à la tolérance et à la convivialité contribueront à engager un véritable dialogue interculturel au Mali.

Il importe d'ailleurs de rappeler quelques gestes et symboles de réconciliation récents, du fait des actions culturelles. A Gao, le recrépissage du Tombeau des Askia à Gao, en juin 2014, a été placé sous les auspices de la réconciliation et de la paix. Les travaux collectifs étaient ouverts à toutes les communautés de la cité. Des représentants des communautés touarègues ont participé à ces travaux manuels qu'ils auraient trouvés contraires à leurs coutumes à d'autres moments, manifestant ainsi leur solidarité. Toutes les communautés ont ainsi fait preuve d'un effort de tolérance réel. Quelques mois avant Gao, le crépissage de la mosquée de

Djingareyber avait lui aussi mobilisé toutes les communautés de Tombouctou, désireuses de contribuer ensemble aux efforts de paix et de réconciliation.

Je pourrai également citer les actions de sauvegarde qui ont été menées par les détenteurs de manuscrits anciens de Tombouctou pendant la crise. Ceux-ci, quel que soit leurs origines communautaires, se sont mobilisés afin d'exfiltrer leurs trésors documentaires à Bamako dans la plus grande discrétion, et au péril de leur vie. Plus de 370 000 manuscrits ont ainsi pu être sauvés grâce à cette mobilisation dont notre pays se souviendra toujours.

Mesdames et Messieurs,

Il ne fait donc pas de doute que le secteur qui permet le mieux de jauger la capacité de résistance du Mali à la crise récente, c'est certainement celui de la culture. Tout a été pourtant mis en œuvre par les groupes terroristes pour faire disparaître notre patrimoine culturel. Par-delà ce drame que notre peuple a vécu dans sa chair et dans son âme, avec sa kyrielle d'atteintes aux droits humains et culturels, les créateurs et les artistes ont su puiser en eux-mêmes les ressorts psychologiques qui leur ont permis de résister aux interdits et aux tentatives de bâillonnement imposés par les envahisseurs.

C'est la preuve qu'aucune force ou dictature ne peut dompter la culture malienne qui est l'expression la plus vivante de notre identité culturelle à nulle autre pareille, le fruit de liens indissolubles tissés à travers l'histoire et la manifestation d'une vision du monde irremplaçable. Face à ces actes de destruction et aux atteintes portées au patrimoine culturel, le Gouvernement du Mali, en collaboration avec l'UNESCO et d'autres partenaires techniques et financiers, a initié, plusieurs actions qui ont abouti à l'adoption d'un « Plan d'action pour la réhabilitation du patrimoine culturel et la sauvegarde des manuscrits anciens du Mali », pour une approche globale et une gestion plus efficiente de la réhabilitation de notre patrimoine culturel.

Mesdames et messieurs,

Distingués invités,

Le Ministère de la Culture se trouve engagé dans des chantiers importants qui font l'objet d'un suivi régulier. Ainsi, le Document cadre de Politique Culturelle Nationale, balisera la voie à une planification stratégique qui permettra d'améliorer considérablement les performances de l'ensemble du secteur culturel sur la base d'un diagnostic précis.

L'économie de la culture, à travers les industries culturelles, se révèle donc comme un outil privilégié pour opérer les changements et les adaptations nécessaires : il s'agira de concilier les exigences de la rentabilité économique avec celles des dynamiques sociales qui assureront le développement durable, tout en préservant les équilibres fondamentaux et la cohésion sociale. Cela permettra aux communautés de jouer un rôle prépondérant en tant que productrices au quotidien de biens culturels, dans le cadre de la décentralisation. Par ailleurs, le patrimoine culturel apparaît autant comme une source de créativité qu'un socle pour le développement économique et le tourisme.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Il importe surtout de favoriser les synergies entre la culture, la bonne gouvernance, l'éducation, la démocratie, le progrès économique et social, d'établir des passerelles interculturelles qui permettent de mutualiser les différentes contributions, à travers une approche transversale du développement. L'essentiel est de parvenir à une adéquation entre les ressources, les moyens et la vision qui sous-tend les politiques globales et sectorielles. Cela permet de minimiser les dysfonctionnements dans les modes de gouvernance et de gestion.

L'expérience malienne nous incline à mettre l'accent sur le rôle prépondérant des industries culturelles et créatives qui sont susceptibles de contribuer efficacement à la création d'emplois et de richesses, ainsi qu'au renforcement de la cohésion sociale.

Convaincus que la culture d'une manière générale, le patrimoine culturel en particulier, contribue à renforcer les capacités nécessaires pour consolider l'équilibre social, la paix et la sécurité dans des contextes urbains et ruraux, nous voudrions bien partager toutes les expériences, outils, et méthodes d'éducation au patrimoine qui feront l'objet des échanges.

Nous croyons au rôle de la culture comme un élément essentiel pour la préservation de l'environnement, la restauration de la paix et la relance économique. Notre vœu le plus ardent est, par conséquent, qu'elle occupe une place de choix dans l'agenda post 2015. Faisons en sorte qu'il en soit ainsi.

Je vous remercie.

Sustainable Development Goals

- Goal 1: End poverty in all its forms everywhere
- Goal 2: End hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture
- Goal 3: Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages
- Goal 4: Ensure inclusive and equitable quality education and promote life-long learning opportunities for all
- Goal 5: Achieve gender equality and empower all women and girls
- Goal 6: Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all
- Goal 7: Ensure access to affordable, reliable, sustainable, and modern energy for all
- Goal 8: Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all
- Goal 9: Build resilient infrastructure, promote inclusive and sustainable industrialization and foster innovation

Sustainable Development Goals

- Goal 10: Reduce inequality within and among countries
- Goal 11: Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable
- Goal 12: Ensure sustainable consumption and production patterns
- Goal 13: Take urgent action to combat climate change and its impacts.
- Goal 14: Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development
- Goal 15: Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss
- Goal 16: Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels
- Goal 17: Strengthen the means of implementation and revitalize the global partnership for sustainable development

Sustainable Development Goals and Culture

Introduction, paragraph 9: “The natural and cultural diversity of the world was acknowledged, and it was recognized that all cultures and civilizations can contribute to sustainable development.”

Target 2.5: “...ensure accesss to and fair and equitable sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources and associated traditional knowledge, as international agreed.”

Target 4.7: “...promotion of a culture of peace and non-violence , global citizenship and appreciation of cultural diversity and of culture´s contribution to sustainable development.”

Target 8.3: “Promote development-oriented policies that support productive activities , decent job creation, entrepreneurship, creativity and innovation...”

- Target 8.9: “By 2030, devise and implement policies to promote sustainable tourism that creates jobs and promotes local culture and products.”
- Target 11.4: “Strengthen efforts to protect and safeguard the world’s cultural and natural heritage.”
- Target 12.b: “Develop and implement tools to monitor sustainable development impacts for sustainable tourism that creates jobs and promotes local culture and products.”

HUASAHUASI
TARMA
JUNIN

2008
PAPA

2008
PAPA

2008
PAPA

TARMA
JUNIN









Main Andean Road/ Qhapaq Ñan









THIRD UNESCO FORUM ON CULTURE AND CULTURAL INDUSTRIES 2-4 October 2014 (Florence, Italy)

Session on Culture and the Post-2015 Development Agenda

Statement by the United Nations Population Fund (UNFPA)

Distinguished Participants,
Colleagues and friends,

It is a privilege to be here in Florence with all of you, and I would like to thank our hosts, the government of Italy and the city of Florence, and our UN partners in leading the culture and development consultations - UNESCO, and especially Ms. Irina Bokova - and UNDP, for convening us at this World Forum on Culture and Cultural Industries.

I congratulate our UN and national partners, on the journey and efforts to realize this panel here today, and to steer this important discussion on culture and development in the post 2015 development agenda.

Leaving no one behind, the UN Secretary-General's guiding principle, means tackling inequalities and guaranteeing universal access to social services and social protection. Ensuring equal access to all segments of the population, both young and old, women and men, to education, income, health care and basic social services enables people to live decently and to safeguard their human rights and dignity. Experience shows that understanding cultural realities and working with cultural and religious dynamics can accelerate this change.

Culture is a matrix of infinite possibilities and choices. From within the same culture matrix we can extract arguments and strategies for the degradation and ennoblement of our species, for its enslavement or liberation, for the suppression of its productive potential or its enhancement. The approach to engaging with culture must itself be guided by human rights principles of non-discrimination, equality and accountability. Taken seriously, these principles can improve the prospect that people will be treated with respect and dignity. However, appeals for cultural sensitivity and engagement are sometimes wrongly interpreted as non-compliance with human rights and acceptance of harmful practices. As stated in the Call to Action by religious leaders on Faith and Sexual and Reproductive Health and Reproductive Rights post 2015 Development Agenda in New York in September this year, *'too many of our communities still suffer the indignities of stigma, discrimination, violence and multiple forms of injustice. When such violations happen in the name of religion, culture, or tradition, we are aggrieved and hurt, as well as challenged to respond.'*

Therefore, the Programme of Action of the International Conference on Population and Development, signed unto by 174 countries in 1994, and reaffirmed during the last UN Commission on Population and Development in April of this year, is directly relevant to the post 2015 development agenda. Empowering women and girls to make choices in their lives, taking into consideration the particular historical moment,

social conditions and cultural context, is more important than ever. At the same time, we note that there is a simultaneity of a demographic dividend wherein the world is the youngest it has ever been. This provides us with the greatest opportunity in modern human history to harvest productivity and creativity to deliver radically on human rights and human development in the post 2015 era. UNFPA firmly believes that cultural awareness can help us to respond to these challenges and make greater progress in advancing human rights and sustainable development, including gender equality and sexual and reproductive health and reproductive rights.

The national and global consultations leading up to our meeting today highlighted a number of critical findings heading in that direction. We learned that we need to continue to identify opportunities where vulnerable and excluded populations, especially adolescent girls, are able to participate in cultural activities to enhance their well-being and contribute to the social and cultural fabric of their communities. We have collated data demonstrating how women's engagement in the cultural sector has enabled them to secure a degree of financial stability for their families, and thereby provide important opportunities for the advancement of gender equality and women's empowerment. There are many experiences demonstrating that supporting women to have choices in their lives does not threaten the social fabric. To the contrary, it is the way societies are energized and are empowered to move forward.

Working with a wide range of social and cultural partners is equally important to advance human rights and sustainable development. Over the years, UNFPA has built a global network of cultural agents of change, so that gender equity and the right to sexual and reproductive health are owned locally and advanced nationally, regionally and globally. We are also encouraged because we now have a worldwide network of faith based organizations joining the international development community to improve the health of all, especially women, adolescents and young people. This is a powerful force for change.

As we have learned, change cannot be imposed from the outside; to be lasting it must come from within. This is why UNFPA is using a culturally sensitive approach to promote human rights and sustainable development. This is why we are reaching out to traditional and non-traditional partners to advance the principles and goals of the ICPD Programme of Action, and to solicit engagement around the post 2015 development agenda. That is why we maintain, that for human development not just to be sustainable, but to flourish, culture has to matter.

Many thanks